

Kris Deschouwer et Philippe Van Parijs
« **Ouvrons un véritable débat communautaire** »
Le Soir, 21/04/2007

Le politologue Kris Deschouwer et le philosophe Philippe Van Parijs ont lu notre grande enquête. Ils en tirent les conclusions et des perspectives pour l'Etat fédéral.

Entretien

Pour clôturer notre opération Nord-Sud, nous avons demandé au politologue Kris Deschouwer (VUB) et au philosophe Philippe Van Parijs (UCL) de réagir à notre initiative. L'entretien s'est déroulé dans les locaux du *Soir*, plus exactement dans le légendaire « salon anglais », haut lieu des interviews politiques belges... « *Excellent*, réagit Kris Deschouwer. *Un terrain neutre pour une confrontation entre néerlandophones et francophones. On ne pouvait pas faire mieux.* » Mais était-ce bien nécessaire ? Les deux professeurs se connaissent bien : avec leur Groupe Pavia, ils ont relancé l'idée d'élire un certain nombre de parlementaires dans une circonscription électorale fédérale.

Quels sont les points qui vous ont le plus frappé, dans cette grande enquête commune « Le Soir » - « De Standaard » ?

Kris Deschouwer (K.D.). *Ce qui m'a le plus frappé, sans vraiment me surprendre, ce sont les énormes différences sur le plan culturel : films, littérature, télévision, « Wallons connus », « bekende Vlaamingen »... Il y a deux mentalités, mais aussi deux cultures complètement différentes. De part et d'autre de la frontière linguistique, l'opinion publique ne sait pas ce qui se passe chez le voisin. Deux pays différents !*

Philippe Van Parijs (P.V.P.). *Moi, j'ai été frappé par le contraste entre, d'une part, la grande proximité culturelle entre la Flandre et les Pays-Bas et entre la Belgique francophone et la France, et d'autre part, par le fait qu'une telle majorité de Flamands préfèrent rester avec les Wallons plutôt que d'aller avec les Hollandais, et qu'une telle majorité de Wallons préfèrent rester avec les Flamands, plutôt que d'aller avec les Français. Ce n'est sans doute pas par amour que Wallons et Flamands resteront ensemble... Mais la chose la plus intelligente à faire est de bien « fonctionner » les uns avec les autres. Nous avons des institutions qui ne sont pas idiotes. Le défi, c'est de les améliorer.*

K.D. *La partie du sondage qui portait sur ce que les gens envisagent pour la Belgique, en termes de fédéralisme, de confédéralisme, d'autonomie, de séparatisme, etc., confirme toutes les analyses d'opinion depuis vingt ans. Cela change à peine. Simplement observe-t-on, du côté flamand, une plus grande confiance en soi. Le Flamand a dû revendiquer son identité mais aujourd'hui, je crois qu'il se sent très bien dans sa peau. On vit bien, on pourrait vivre encore mieux sans les Wallons... mais pas sans Bruxelles. **Flamands et Wallons ne portent pas le même regard sur la ville...***

K.D. *Fondamentalement, en Flandre, les Flamands de Bruxelles ne sont pas vraiment importants. Ils ne pèsent guère plus de deux ou trois pour cent.*

Symboliquement, politiquement, économiquement, Bruxelles est important pour la Flandre... mais pour le reste, la Flandre, c'est la Flandre. Point.

Vous dites, Kris Deschouwer, que le Flamand est désormais « décomplexé ». Mais alors, comment expliquer que les partis nordistes abordent toutes les élections le couteau entre les dents, d'un point de vue institutionnel ?

K.D. Les forts sont parfois tentés de le devenir plus encore. Même là où les choses fonctionnent bien, on peut se dire : « Prenons encore quelques compétences fiscales additionnelles, ainsi nous pourrions attirer quelques entreprises de plus »... Les exigences communautaires flamandes n'ont plus rien à voir depuis longtemps avec la langue ou l'identité. A l'exception de la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, il n'y a pas de dossiers symboliques, mais des questions pratiques, économiques.

Les francophones n'interprètent pas ces revendications communautaires comme une quête de « meilleure efficacité » (argument officiel de la plupart des partis flamands) mais plutôt comme un repli, passablement égoïste...

K.D. Pour un certain nombre de Flamands, c'est en effet le cas. Mais ce n'est pas la vision dominante parmi les hommes politiques flamands. La vision dominante est d'essayer de voir comment la Belgique pourrait mieux fonctionner même si, c'est vrai, cela va toujours dans le sens d'une plus grande régionalisation. Il est vrai aussi que, en dehors peut-être du VLD, on ne se demande jamais si c'était une bonne idée de scinder une série de compétences, comme le tourisme ou le commerce extérieur... Cela dit, dans les années 60, André Renard plaidait lui aussi pour qu'un certain nombre d'instruments économiques soient régionalisés, à des fins d'efficience !

Finalement, les Flamands disent aux Wallons : « C'est de votre faute : le PS refuse de réformer la Wallonie, donc on régionalise et débrouillez-vous... »

P.V.P. Du côté wallon, on ne dit pas : « On fait mieux ce que l'on fait soi-même » parce qu'il faudrait le faire avec moins de moyens : régionaliser signifiant non seulement décentraliser l'organisation, mais aussi le financement. Or il y a toute une série de questions, y compris en matière d'emploi ou de politique de santé, où l'on peut décentraliser l'organisation sans rompre la solidarité. Très souvent, face à une revendication de décentralisation flamande, les francophones, notamment les médias, l'interprètent comme une revendication de régionalisation du financement - ce qui signifie qu'il y aurait moins de moyens pour la Wallonie. D'où un blocage ; et on ne parvient pas à mener au niveau fédéral une politique qui réponde aux défis actuels. Cela rejoint une partie du message de Pavia : il faut que cela bouge de manière plus efficace au niveau fédéral, il faut casser cette logique de surenchère de part et d'autre, qui induit la méfiance du côté wallon et la frustration du côté flamand du fait que des revendications intelligentes sur le fond sont contrées. Il faut que cela bouge aussi dans les Régions, en Wallonie et à Bruxelles ; et dans ce but, nous devons évoluer vers un fédéralisme plus classique, un fédéralisme

territorial, où des pouvoirs plus grands sont à disposition des Régions wallonne et bruxelloise, essentiellement via une prise en main de l'enseignement, qui doit être

mieux coordonné avec la politique de l'emploi. Cela implique un effacement graduel de la Communauté française.

K.D. *Je suis d'accord. Il faut que ça bouge. La Catalogne, l'Ecosse, la Bavière et même une région artificielle comme la région Rhône-Alpes : voilà des régions d'Europe qui ont fait quelque chose de positif grâce à des compétences additionnelles. Cela me frappe qu'en Wallonie, on dise surtout ce que l'on ne veut pas. Vous pouvez poser la question de savoir si dans un petit pays comme le nôtre, l'on doit encore transférer beaucoup de compétences aux Régions, mais il devrait être possible d'y réfléchir sereinement. En Belgique, il n'y a jamais un véritable débat communautaire ouvert ; on ne parle de ces sujets que dans des moments de crise ou lors de la formation d'un nouveau gouvernement. Résultat : les compromis les plus tarabiscotés contre lesquels personne ne met son veto, mais qui ne conduisent pas à des solutions efficaces. Il n'y a pas de projet pour la Belgique. Pas non plus en Flandre. Aux électeurs, on ne parle jamais de la Belgique, mais toujours de la Flandre.*

C'est peut-être ce qui explique la peur des francophones : se rendre compte que la Flandre a oublié ou voudrait oublier la Belgique ?

P.V.P. *Le problème n'est pas tant que les Flamands oublient la Belgique - ils sont bien obligés d'y penser - mis qu'ils parlent seulement entre eux de l'avenir de la Belgique, tout comme les francophones ne parlent qu'entre eux de l'avenir de la Belgique. Et c'est là la difficulté. Il faut se demander : pourquoi sommes-nous ensemble ? Pas par amour mutuel, mais parce qu'on a transformé un grand quartier d'une agglomération en une petite Région.*

K.D. *Pour les néerlandophones, la Flandre est une telle évidence... La Flandre a énormément changé durant la décennie passée : voyez la manière dont l'enseignement flamand a été réformé, l'administration flamande... Vous pouvez être d'accord ou pas, mais ils ont utilisé leurs compétences pour faire bouger les choses.*

Après les élections du mois de juin, les partis remettront la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde sur la table. Or, les francophones ne veulent pas en entendre parler, sinon en échange d'un élargissement de Bruxelles. Ce point risque de bloquer tous les autres, relatifs aux redistributions de compétences...

K.D. *Il faut trouver une solution pour BHV. On ne peut plus renvoyer le dossier à une « Corée » (la commission de réforme des institutions, active dans les années 2000-2001, NDLR) ou à un groupe de travail quelconque. Chacun sait donc que Flamands et francophones devront parler ensemble. Cela fait une différence par rapport aux huit années passées.*

En termes de « parler ensemble », « Le Soir » et « De Standaard » ont montré l'exemple...

K.D. *Les médias s'adressent naturellement à leur public respectif. Une initiative comme celle du Standaard et du Soir, on peut la faire une fois, mais c'est un gadget.*

Cela ne dure pas. Le fait est qu'il y a une barrière culturelle et linguistique entre les communautés. Attendez que le débat communautaire commence après les élections et vous verrez à quel point Le Soir et De Standaard sont proches...

P.V.P. *A l'occasion d'une opération commune comme celle que vos quotidiens ont réalisée ou d'une émission comme le docu-fiction de la RTBF, on trouve intéressant d'aller à la découverte de l'autre. Puis l'intérêt s'érousse inévitablement. Il faut donc profiter de ces moments pour transformer les institutions de manière intelligente. Jean Monnet a profité de l'émotion de l'après-guerre pour changer l'Europe. De même, au sein du groupe Pavia, nous pouvons jouer les petits Jean Monnet. Mais on a besoin de nos Schuman, de nos Adenauer, qui vont prendre les choses en mains et transformer les institutions. Il ne faut pas un changement énorme : une circonscription fédérale impulserait un changement durable dans la dynamique politique au niveau fédéral.*

Voyez-vous des Schuman et des Adenauer en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre ?

P.V.P. *Tant Elio Di Rupo que Guy Verhofstadt ont dit qu'ils trouvaient l'idée (d'une circonscription nationale) bonne.*

Un homme politique flamand ne parle pas le même langage quand il est Premier ministre fédéral, chef de l'opposition ou Ministre-Président flamand...

K.D. *C'est précisément l'un des problèmes liés à la scission des partis et à l'absence d'une circonscription fédérale. Yves Leterme est aujourd'hui Premier ministre flamand, il est naturel qu'il joue la carte flamande ; s'il est, demain, Premier ministre fédéral, il tiendra un autre langage. C'est normal : la fonction fait l'homme. La particularité est que pour devenir Premier ministre en Belgique vous devez attaquer franchement l'autre communauté, car ainsi vous récoltez beaucoup de voix dans votre propre communauté et vous êtes plus fort dans les négociations avec l'autre. C'est quand même une dynamique très particulière. Cela dit, malgré toutes les critiques qu'on peut lui faire, le fédéralisme belge fonctionne bien. Ce pays est bien plus stable qu'il l'a été. Le dernier gouvernement à être tombé, c'est en 1991... C'est la conséquence de la régionalisation profonde du pays. La matière des conflits qui ont fait chuter tant de gouvernement a disparu. La Belgique fonctionne bien mieux qu'avant.*

Prôner une circonscription fédérale, voire la renaissance des partis nationaux, n'est-ce pas un peu nostalgique ?

P.V.P. *Non. Une circonscription nationale n'a jamais existé en Belgique. Nous ne voulons pas non plus recréer des partis nationaux. On ne veut pas revenir au passé. On veut abandonner « la Belgique de bon-papa », la Belgique unitaire, mais aussi « la Belgique de papa », dans laquelle deux communautés s'affrontent constamment, pour entrer dans un fédéralisme serein, décrispé.*

Propos recueillis par